

Le très hon. M. Trudeau: Le gouvernement fédéral représente chaque Canadien dans chaque province et territoire. Il est comptable envers tous les Canadiens, non seulement envers ceux qui vivent dans les régions riches ou dans les régions où une plus grande popularité politique pourrait être utile en période d'élections. C'est pourquoi nous maintiendrons le régime des versements de péréquation parce qu'il est un des piliers de base de notre régime fédéral. Nous croyons que l'unité du Canada est essentielle, tout comme je le crois, et aucun chef de parti ne peut se permettre le luxe de vouloir s'en retirer quand les circonstances exigent que nous prenions une position ferme et que nous défendions ce principe.

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Trudeau: De nombreuses questions retiendront notre attention au cours de cette session, monsieur l'Orateur, mais je répète qu'à mon avis aucune n'est aussi importante que ma conviction que notre pays est un endroit privilégié, et qu'il en est ainsi parce que les gens de toutes les régions du pays peuvent aspirer à un plein épanouissement grâce à l'aide et à la compréhension de leurs concitoyens.

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Trudeau: J'entrevois, monsieur l'Orateur, comme les chefs des partis de l'opposition sans doute et tous les députés, je le souhaite sincèrement, une session qui rehaussera l'image de cette institution aux yeux de tous les Canadiens et servira à démontrer sa raison d'être dans une société démocratique.

Des voix: Bravo!

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, en tant que Canadien d'origine ni française ni anglaise, j'approuve sans réserve le passage du discours du premier ministre qui traitait en termes si chaleureux de notre pays et de ses habitants. Je présume que le très honorable représentant n'avait pas l'intention de nous faire un exposé sur la grandeur de ce pays, sur son immense potentiel ni sur la grande valeur de ses habitants. Je soupçonne qu'en ayant recours à ce lyrisme de chambre de commerce, il cherchait en fait à faire diversion et à dissimuler la vacuité du reste de ses déclarations.

Et surtout je ne peux m'empêcher de rire quand ce personnage cultivé et si versé en casuistique qualifie les députés de l'opposition de sophistes. Mais la méthode la plus caractéristique du premier ministre (M. Trudeau), son attitude la plus caractéristique, c'est cette transfiguration qui lui permet de prétendre que critiquer le gouvernement c'est critiquer le Canada et, lorsque des députés de ce côté-ci de la Chambre signalent ce qu'ils estiment honnêtement être néfaste du fait d'une situation créée par le gouvernement, ils critiquent notre grand pays. Et cet ardent défenseur de cette grandeur nous remet à notre place. C'est inadmissible et sans mâcher mes mots je signalerai au premier ministre et au gouvernement comment, depuis quatre ans, ils gouvernent mal et administrent mal le pays.

• (1500)

Plus loin dans son discours, il mentionne que le Canada est l'unique pays qui n'a pas réévalué sa devise en août 1971. Pour parler simplement, c'est cette façon de s'exprimer qui m'exaspère parfois. Le premier ministre savait parfaitement que le flottement du dollar produirait immédiatement une revalorisation du dollar canadien de 6 ou 7 p. 100. S'il avait dit que le Canada refusait de réévaluer davantage le dollar, cette déclaration aurait été véridique. En réalité, la déclaration qui a été faite est d'une honnêteté douteuse.

Le premier ministre s'est exprimé vigoureusement sur la façon dont il négocie avec les États-Unis. Je voudrais que lui-même ou le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) exposent au Parlement et à la population du Canada exactement ce que le gouvernement a accompli dans ces négociations. Je voudrais qu'ils nous précisent leurs concessions en ce qui concerne l'Accord sur l'automobile et sur la défense à frais partagés. A cause de leurs concessions et tant que nous en ignorerons la nature, nous sommes absolument justifiés d'entretenir des soupçons sur les emplois et autres choses que sacrifie le gouvernement.

Alors que nous entreprenons ce qui sera probablement la dernière session de la présente législature, je ne peux m'empêcher de conclure que les années du gouvernement Trudeau ont été des années gaspillées pour le Canada. L'échec et l'incompétence ont été les signes distinctifs de ce gouvernement en dépit de la confiance que les Canadiens avaient manifestée au premier ministre.

Je vous demande, monsieur l'Orateur, de vous rappeler l'animation qui régnait en 1967, l'année de notre centenaire, l'année de l'Expo, l'année où les Canadiens ont cru qu'ils commenceraient à voir au moins la réalisation de la prophétie de sir Wilfrid Laurier qui avait affirmé que le XX^e siècle appartenait aux Canadiens. Tout semblait prometteur, nous étions fiers de nos réalisations et avions confiance en l'avenir de notre pays. Nous estimions tous que le Canada était sur le point de se lancer dans une nouvelle aventure. En 1968, un homme apparaissait sur la scène nationale. Il semblait comprendre l'évolution de la société moderne et être disposé à utiliser ses talents pour s'attaquer hardiment aux problèmes qui assaillent les Canadiens compatissants—la pauvreté, l'inégalité, le gaspillage des ressources humaines et la désaffection des citoyens. Les Canadiens ont fait confiance à cet homme, mais le premier ministre a obstinément trahi cette confiance durant quatre ans.

L'homme du changement est devenu un traditionaliste égoïste, prononçant de belles phrases sur l'avenir mais restant obstinément attaché à des méthodes du passé. La vision d'une société juste était splendide; il ne fallait pas la ternir car elle correspondait aux vœux les plus profonds et aux objectifs les plus nobles de la société civilisée. Mais quatre années d'exercice du pouvoir ont démontré que cette vision manquait de sincérité; qu'elle n'était qu'une phrase ronflante à lancer dans une joute pour remporter et garder le pouvoir. Le dilettante a avec soin passé de l'enjouement à la dureté, des paroles douces aux gestes autoritaires, et il a joué avec l'avenir de notre population. Il a rarement fait preuve d'intérêt pour les besoins de la population, pour ses aspirations et pour sa condition.

Souvent, nous avons entendu cet homme parler d'efficacité en termes de technocrate froid et distant. Il s'est servi du pouvoir pour semer la confusion au lieu de clarifier la situation, pour manipuler et non pour susciter la participation, et même pour dénaturer les faits lorsqu'il le jugeait nécessaire. Nous l'avons entendu parler de la tragédie du chômage comme d'un simple ennui. Nous l'avons entendu prononcer des mots déplaisants, même à la Chambre, et insulter des travailleurs qui ne pouvaient pas répliquer. Il a traité tout le Canada comme une scène où il pouvait jouer à sa guise comme si les affaires du pays n'étaient qu'un simple jeu.

Je parle du premier ministre plutôt que du gouvernement dans son ensemble, parce qu'il s'est lui-même confondu avec le gouvernement à un point inconnu jusqu'ici dans l'histoire du Canada. Plus que tous les premiers